



*The right way*

Sopra Group ■  
Rapport semestriel  
au 30 juin 2006

**Sopra**  
group ■

# Sommaire

<b>1.</b>	<b>Rapport de gestion semestriel du Conseil d'administration au 30 juin 2006</b>	p. 3
<b>2.</b>	<b>Comptes semestriels consolidés</b>	p. 5
	■ Bilan consolidé	p. 5
	■ Compte de résultat consolidé	p. 6
	■ État des variations des capitaux propres consolidés	p. 7
	■ Tableau des flux de trésorerie consolidé	p. 8
	■ Notes aux états financiers consolidés	p. 9
<b>3.</b>	<b>Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes semestriels consolidés</b>	p. 38

# 1. Rapport de gestion semestriel du Conseil d'administration au 30 juin 2006

## L'activité au premier semestre 2006

### Contexte général

#### a) Le marché des SSII en 2006 se caractérise par :

- une croissance confirmée comparable à celle de 2005 ;
- des difficultés de recrutement aussi bien au niveau des débutants qu'à celui des confirmés et des experts (ERP, Java, J2E...) ;
- une tension sur les salaires ;
- une stabilisation des prix sauf sur quelques profils très demandés ;
- une incontestable progression de l'offshore même si les volumes restent faibles : pratiquement tout nouveau projet ou demande d'externalisation comporte une partie réalisée en offshore ;
- une externalisation de l'informatique en France réalisée de façon sélective (essentiellement par fonction), et non pas globale ;
- une croissance forte de l'informatique embarquée ;
- une poursuite du phénomène de consolidation du secteur principalement par absorption de petites structures par des structures comparables ou plus importantes.

#### b) Les demandes des clients sont centrées sur :

- la recherche d'économies sur les coûts de maintenance et de développement de l'outil industriel (recherche d'industrialisation) ;
- le développement de produits innovants ou permettant d'atteindre de nouveaux débouchés commerciaux.

Sopra Group, grâce à ses offres, son savoir-faire et sa stratégie est bien placé pour transformer toutes les opportunités de marché en succès.

### Résultats du groupe

Sopra Group a réalisé une excellente performance au premier semestre 2006 caractérisée par :

- un chiffre d'affaires en forte progression : + 22,9 % dont 7,6 % de croissance organique ;
- une forte croissance du résultat opérationnel : + 52 % ;
- une augmentation importante du résultat net : + 55 %.

Les principales données chiffrées sont les suivantes :

	30/06/2006	30/06/2005	Variation
<b>Principaux éléments du compte de résultat</b>			
Chiffre d'affaires	443,0 M€	360,5 M€	+ 22,9 %
Résultat opérationnel courant	29,8 M€	19,6 M€	+ 52,0 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,7 %	5,4 %	
Résultat opérationnel	29,8 M€	19,6 M€	+ 52,0 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,7 %	5,4 %	
Résultat net consolidé	17,2 M€	11,1 M€	+ 55,0 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	3,9 %	3,1 %	
<b>Données par action</b>			
Résultat net par action <sup>(1)</sup>	1,50 €	1,03 €	+ 45,6 %
<b>Principaux éléments de bilan et de flux de trésorerie</b>			
Flux net de trésorerie disponible <sup>(2)</sup>	33,3 M€	9,7 M€	
Endettement net	135,1 M€	66,5 M€	
Capitaux propres (part du Groupe)	190,5 M€	133,0 M€	
Endettement net/Capitaux propres	71 %	50 %	

À 6,7 %, la marge opérationnelle du premier semestre 2006 est en ligne avec l'objectif d'amélioration visé sur l'ensemble de l'exercice. Ainsi, le résultat opérationnel et le résultat net part du Groupe augmentent respectivement de 52 % et 55 % par rapport au premier semestre 2005.

Ces résultats valident la pertinence de la stratégie menée, à l'échelle européenne en ce qui concerne l'intégration de systèmes et de solutions, et mondialement en ce qui concerne Axway, ainsi que l'intégration réussie des acquisitions récentes.

(1) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

(2) Capacité d'autofinancement diminuée des intérêts financiers nets et de l'impôt sur les sociétés versés, de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements relatifs au cycle d'exploitation, net des cessions.

## Informations par activité au 1<sup>er</sup> semestre 2006

- **Conseil** (4,9 % du chiffre d'affaires) : à 11,7 %, la marge opérationnelle reste correcte en dépit du léger repli du chiffre d'affaires. La reprise de la croissance attendue au deuxième semestre devrait permettre à cette activité d'améliorer sa marge opérationnelle sur l'ensemble de l'exercice.

	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
	M€	%	M€	%	M€	%
Chiffre d'affaires	21,4	100 %	22,5	100 %	41,3	100 %
Résultat opérationnel	2,5	11,7 %	2,7	12,3 %	5,0	12,1 %

- **ISS<sup>1</sup> France** (60,2 % du chiffre d'affaires) : l'amélioration de la marge opérationnelle en France au premier semestre (+ 0,9 point de pourcentage à 7,6 %) est conforme aux attentes. La qualité de ses offres et son positionnement solide chez de grands donneurs d'ordre ont permis au Groupe de faire face à la pression sur les prix, qui continue à impacter la performance de cette activité. Le groupe attend une accélération de la croissance et une amélioration de la marge opérationnelle de cette activité au deuxième semestre.

	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
	M€	%	M€	%	M€	%
Chiffre d'affaires	266,9	100 %	255,3	100 %	504,7	100 %
Résultat opérationnel	20,3	7,6 %	17,0	6,7 %	37,5	7,4 %

- **ISS Europe** (22,9 % du chiffre d'affaires) : la forte croissance organique (+ 15,7 %) des activités en Europe ainsi que l'amélioration sensible de la marge opérationnelle confirment la pertinence de la stratégie de croissance externe menée par le Groupe en 2005. Ce résultat opérationnel de 5,8 millions d'euros (soit une marge opérationnelle de 5,7 %) provient, pour l'essentiel, des opérations au Royaume-Uni et en Espagne. Les résultats opérationnels des entités implantées dans les autres pays sont conformes aux attentes.

	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
	M€	%	M€	%	M€	%
Chiffre d'affaires	101,5	100 %	43,8	100 %	125,5	100 %
Résultat opérationnel	5,8	5,7 %	- 0,3	- 0,7 %	4,8	3,8 %

- **Axway** (12,0 % du chiffre d'affaires) : en dépit de la forte saisonnalité habituelle de son activité et de l'acquisition de Cyclone Commerce, cette filiale vient de produire une de ses meilleures marges opérationnelles pour un premier semestre, en croissance de près de 2 points de pourcentage. Cette réalisation, due, notamment, au bon positionnement de l'offre d'Axway sur le marché B2B et Collaborative Business Solutions, permet d'escompter une excellente performance pour l'année en cours. L'intégration des produits de Cyclone Commerce avec ceux d'Axway est en bonne voie.

(1) ISS : Intégration de Systèmes et de Solutions.

(2) Sur 12 mois glissants.

	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
	M€	%	M€	%	M€	%
Chiffre d'affaires	53,2	100 %	38,9	100 %	85,5	100 %
Résultat opérationnel	1,2	2,3 %	0,2	0,5 %	8,8	10,3 %

## Situation financière

Le Groupe a dégagé un flux net de trésorerie disponible (free cash flow) de 33,3 millions d'euros grâce, notamment, à une meilleure gestion du besoin en fonds de roulement et à l'utilisation d'un crédit d'impôt exceptionnel de 11,1 millions d'euros lié à l'acquisition de Valoris.

Compte tenu des décaissements liés, notamment, à l'acquisition de Cyclone Commerce et au versement du dividende, l'endettement net ressort à 135 millions d'euros. Au 30 juin 2006, la situation financière reste saine et les ratios de l'endettement net sur l'excédent brut d'exploitation<sup>2</sup> et de l'endettement net sur les capitaux propres s'établissent respectivement à 1,73 et à 71 %.

## Effectifs

Au 30 juin 2006, l'effectif total de Sopra Group s'élève à 9 610 personnes dont 2 860 hors France. Outre les effets de l'acquisition de Cyclone Commerce (100 personnes) en janvier 2006, la croissance nette des effectifs au premier semestre atteint 410 personnes. La moitié de cet accroissement a été enregistrée et dans les filiales étrangères.

## Résultats de la société mère Sopra Group

Sopra Group héberge les activités d'Intégration de Systèmes et de Solutions en France ainsi que l'ensemble des services fonctionnels du Groupe.

Le chiffre d'affaires s'élève à 279,0 M€ contre 246,1 M€ au premier semestre 2005.

Le résultat d'exploitation (avant participation des salariés) s'établit à 21,3 M€ contre 16,7 M€ au premier semestre 2005.

Le résultat courant avant impôts est de 18,4 M€ contre 15,4 M€ au premier semestre 2005.

Le résultat net s'établit à 12,0 M€ contre 10,2 M€ au premier semestre 2005.

## Perspectives

Sopra Group confirme ses prévisions de croissance et d'amélioration de la marge opérationnelle sur l'ensemble de l'année 2006 : la croissance devrait être équivalente ou supérieure à celle du marché avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 900 millions d'euros et une marge opérationnelle de 8 %.

## 2. Comptes semestriels consolidés

### Bilan consolidé

<b>ACTIF</b> (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
<b>ACTIF NON COURANT</b>				
Écarts d'acquisition	4	272 792	115 565	242 182
Immobilisations incorporelles	5	1 754	2 575	2 040
Immobilisations corporelles	6	29 538	27 744	28 929
Titres disponibles à la vente	7	1 244	1 141	1 374
Autres immobilisations financières	8	2 947	1 931	2 999
Titres mis en équivalence		-	-	-
Impôts différés actifs	24	6 297	17 149	7 837
Autres actifs non courants		-	-	-
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>314 572</b>	<b>166 105</b>	<b>285 361</b>
<b>ACTIF COURANT</b>				
Stocks et en-cours		23	42	21
Clients et comptes rattachés	9	313 557	269 499	290 949
Autres créances courantes	10	24 830	14 002	23 894
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	26 904	16 330	53 254
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>365 314</b>	<b>299 873</b>	<b>368 118</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>679 886</b>	<b>465 978</b>	<b>653 479</b>

<b>PASSIF</b> (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital	12	45 846	42 928	45 776
Réserves liées au capital		46 341	20 359	45 541
Réserves et résultats consolidés		99 288	70 816	95 012
Résultats enregistrés directement en capitaux propres		- 959	- 1 061	- 986
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>		<b>190 516</b>	<b>133 042</b>	<b>185 343</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Total Capitaux propres</b>		<b>190 517</b>	<b>133 043</b>	<b>185 344</b>
<b>PASSIF NON COURANT</b>				
Emprunts et dettes financières	13	140 781	64 818	174 747
Impôts différés passif	24	280	301	265
Provisions	15	15 940	13 427	14 167
Autres passifs non courants	16	28 244	1 711	26 171
<b>Total du passif non courant</b>		<b>185 245</b>	<b>80 257</b>	<b>215 350</b>
<b>PASSIF COURANT</b>				
Emprunts et dettes financières – part à court terme	13	21 248	18 048	7 236
Fournisseurs et comptes rattachés	17	33 768	33 498	36 360
Autres dettes courantes	18	249 108	201 132	209 189
<b>Total du passif courant</b>		<b>304 124</b>	<b>252 678</b>	<b>252 785</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>679 886</b>	<b>465 978</b>	<b>653 479</b>

## Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires	19	442 999	100,0 %	360 534	100,0 %	756 975	100,0 %
Autres produits de l'activité		-	0,0 %	-	0,0 %	-	0,0 %
Achats consommés		- 49 292	- 11,1 %	- 34 227	- 9,5 %	- 83 504	- 11,0 %
Charges de personnel	20	- 295 431	- 66,7 %	- 249 207	- 69,1 %	- 501 968	- 66,3 %
Charges externes		- 53 241	- 12,0 %	- 44 876	- 12,4 %	- 87 507	- 11,6 %
Impôts et taxes		- 8 880	- 2,0 %	- 7 552	- 2,1 %	- 16 106	- 2,1 %
Dotations aux amortissements	21	- 5 144	- 1,2 %	- 4 335	- 1,2 %	- 9 471	- 1,3 %
Dotations aux provisions et dépréciations	21	- 1 070	- 0,2 %	- 1 092	- 0,3 %	- 2 570	- 0,3 %
Autres produits et charges d'exploitation		- 112	0,0 %	349	0,1 %	263	0,0 %
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>29 829</b>	<b>6,7 %</b>	<b>19 594</b>	<b>5,4 %</b>	<b>56 112</b>	<b>7,4 %</b>
Autres produits et charges opérationnels	22	-	0,0 %	-	0,0 %	-	0,0 %
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>29 829</b>	<b>6,7 %</b>	<b>19 594</b>	<b>5,4 %</b>	<b>56 112</b>	<b>7,4 %</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		188	0,0 %	159	0,0 %	400	0,1 %
Coût de l'endettement financier brut		- 3 378	- 0,8 %	- 1 665	- 0,5 %	- 4 298	- 0,6 %
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	23	<b>- 3 190</b>	<b>- 0,7 %</b>	<b>- 1 506</b>	<b>- 0,4 %</b>	<b>- 3 898</b>	<b>- 0,5 %</b>
Autres produits et charges financiers	23	- 1 964	- 0,4 %	59	0,0 %	- 8	0,0 %
Charges d'impôt	24	- 7 464	- 1,7 %	- 7 056	- 2,0 %	- 16 947	- 2,2 %
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	0,0 %	-	0,0 %	-	0,0 %
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>		<b>17 211</b>	<b>3,9 %</b>	<b>11 091</b>	<b>3,1 %</b>	<b>35 259</b>	<b>4,7 %</b>
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	0,0 %	-	0,0 %	-	0,0 %
<b>Résultat net</b>		<b>17 211</b>	<b>3,9 %</b>	<b>11 091</b>	<b>3,1 %</b>	<b>35 259</b>	<b>4,7 %</b>
Part du Groupe		17 211	3,9 %	11 091	3,1 %	35 259	4,7 %
Intérêts minoritaires		-	0,0 %	-	0,0 %	-	0,0 %

<b>RÉSULTATS PAR ACTION</b> (en euros)	25	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Résultat de base par action		1,50	1,03	3,25
Résultat dilué par action		1,47	1,00	3,18

## État des variations des capitaux propres consolidés

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total part du Groupe	Minoritaires	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2005</b>	<b>42 928</b>	<b>19 522</b>	<b>- 14</b>	<b>69 217</b>	<b>- 497</b>	<b>131 156</b>	<b>18</b>	<b>131 174</b>
Opérations sur capital	-	239	-	-	-	239	-	239
Paiements fondés sur des actions	-	376	-	-	-	376	-	376
Opérations sur titres autodétenus	-	-	- 12	2	-	- 10	-	- 10
Affectation résultat en réserve légale	-	222	-	- 222	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	- 8 585	-	- 8 585	-	- 8 585
Application normes IAS 32/39	-	-	-	- 658	-	- 658	-	- 658
Résultat net de la période	-	-	-	11 091	-	11 091	-	11 091
Écarts de conversion	-	-	-	- 3	- 564	- 567	-	- 567
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	- 17	- 17
<b>Capitaux propres au 30 juin 2005</b>	<b>42 928</b>	<b>20 359</b>	<b>- 26</b>	<b>70 842</b>	<b>- 1 061</b>	<b>133 042</b>	<b>1</b>	<b>133 043</b>
Opérations sur capital	2 848	24 985	-	-	-	27 833	-	27 833
Paiements fondés sur des actions	-	197	-	-	-	197	-	197
Opérations sur titres autodétenus	-	-	23	5	-	28	-	28
Résultat net de la période	-	-	-	24 168	-	24 168	-	24 168
Écarts de conversion	-	-	-	-	75	75	-	75
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2005</b>	<b>45 776</b>	<b>45 541</b>	<b>- 3</b>	<b>95 015</b>	<b>- 986</b>	<b>185 343</b>	<b>1</b>	<b>185 344</b>
Opérations sur capital	70	198	-	-	-	268	-	268
Paiements fondés sur des actions	-	317	-	-	-	317	-	317
Opérations sur titres autodétenus	-	-	- 90	-	-	- 90	-	- 90
Affectation résultat en réserve légale	-	285	-	- 285	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	- 12 586	-	- 12 586	-	- 12 586
Résultat net de la période	-	-	-	17 211	-	17 211	-	17 211
Écarts de conversion	-	-	-	-	27	27	-	27
Autres variations	-	-	-	26	-	26	-	26
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 30 juin 2006</b>	<b>45 846</b>	<b>46 341</b>	<b>- 93</b>	<b>99 381</b>	<b>- 959</b>	<b>190 516</b>	<b>1</b>	<b>190 517</b>

Les principaux mouvements intervenus au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006 sont décrits à la note 12.

## Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
<b>Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)</b>	<b>17 211</b>	<b>11 091</b>	<b>35 259</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions	6 929	4 801	9 815
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	317	376	573
Autres produits et charges calculés	739	77	-
Plus-values et moins-values de cession	293	52	84
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>25 489</b>	<b>16 397</b>	<b>45 731</b>
Coût de l'endettement financier net	3 190	1 506	3 898
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	7 464	7 056	16 947
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)</b>	<b>36 143</b>	<b>24 959</b>	<b>66 576</b>
Impôt versé (B)	3 569	- 5 340	- 14 206
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	1 493	- 4 521	- 1 244
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)</b>	<b>41 205</b>	<b>15 098</b>	<b>51 126</b>
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 2 408	- 2 282	- 4 846
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	30	159	70
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	- 738	- 697	- 1 976
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	869	351	2 234
Incidence des variations de périmètre	- 22 466	- 7 778	- 91 504
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)</b>	<b>- 24 713</b>	<b>- 10 247</b>	<b>- 96 022</b>
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	-	-	-
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	267	239	4 098
Rachats et reventes d'actions propres	- 90	- 10	18
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 12 586	- 8 585	- 8 585
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	10	28 500	238 481
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	- 38 404	- 35 875	- 161 316
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	- 3 104	- 1 506	- 3 898
Autres flux liés aux opérations de financement	- 83	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)</b>	<b>- 53 990</b>	<b>- 17 237</b>	<b>68 798</b>
Incidence des variations des cours des devises (G)	- 395	81	230
<b>Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)</b>	<b>- 37 893</b>	<b>- 12 305</b>	<b>24 132</b>

Des informations complémentaires sont fournies à la note 13 *Emprunts et dettes financières*.

## Notes aux états financiers consolidés

<b>Note 1</b>   Base de préparation, principes et méthodes comptables utilisés	p. <b>10</b>
<b>Note 2</b>   Périmètre de consolidation	p. <b>16</b>
<b>Note 3</b>   Comparabilité des comptes	p. <b>17</b>
<b>Note 4</b>   Écarts d'acquisition	p. <b>18</b>
<b>Note 5</b>   Immobilisations incorporelles	p. <b>19</b>
<b>Note 6</b>   Immobilisations corporelles	p. <b>19</b>
<b>Note 7</b>   Titres disponibles à la vente	p. <b>20</b>
<b>Note 8</b>   Autres immobilisations financières	p. <b>21</b>
<b>Note 9</b>   Clients et comptes rattachés	p. <b>21</b>
<b>Note 10</b>   Autres créances courantes	p. <b>21</b>
<b>Note 11</b>   Trésorerie et équivalents de trésorerie	p. <b>22</b>
<b>Note 12</b>   Capitaux propres consolidés	p. <b>22</b>
<b>Note 13</b>   Emprunts et dettes financières	p. <b>23</b>
<b>Note 14</b>   Facteurs de risques financiers	p. <b>24</b>
<b>Note 15</b>   Provisions	p. <b>27</b>
<b>Note 16</b>   Autres passifs non courants	p. <b>29</b>
<b>Note 17</b>   Fournisseurs et comptes rattachés	p. <b>29</b>
<b>Note 18</b>   Autres dettes courantes	p. <b>29</b>
<b>Note 19</b>   Chiffre d'affaires	p. <b>30</b>
<b>Note 20</b>   Charges de personnel	p. <b>30</b>
<b>Note 21</b>   Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	p. <b>31</b>
<b>Note 22</b>   Autres produits et charges opérationnels	p. <b>31</b>
<b>Note 23</b>   Charges et produits financiers	p. <b>31</b>
<b>Note 24</b>   Impôts sur les sociétés	p. <b>32</b>
<b>Note 25</b>   Résultats par action	p. <b>34</b>
<b>Note 26</b>   Informations sectorielles	p. <b>34</b>
<b>Note 27</b>   Transactions avec les parties liées	p. <b>35</b>
<b>Note 28</b>   Engagements hors bilan et passifs éventuels	p. <b>36</b>
<b>Note 29</b>   Obligations contractuelles	p. <b>37</b>
<b>Note 30</b>   Faits exceptionnels et litiges	p. <b>37</b>
<b>Note 31</b>   Événements postérieurs à la clôture de la période	p. <b>37</b>

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 5 septembre 2006.

## Note 1 | Base de préparation, principes et méthodes comptables utilisés

### 1.1. Déclaration de conformité

#### ■ Comptes consolidés du 1<sup>er</sup> semestre 2006

La préparation des états financiers en normes IFRS au 30 juin 2006 repose sur les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne à cette date et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes IFRS adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2006, mais entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 : il s'agit essentiellement des normes *IFRS 7 Informations à fournir sur les instruments financiers* et *IAS 1 Amendement relatif aux informations sur le capital*.

#### ■ Comptes consolidés 2005

Les comptes consolidés au 31 décembre 2005 ont été établis en conformité avec le référentiel IAS-IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2005. Il n'a pas été fait application de normes et d'interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2005.

Le Groupe n'a pas non plus appliqué les amendements aux normes IFRS entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, mais dont une application anticipée est autorisée pour l'établissement des comptes consolidés IFRS de l'exercice 2005.

### 1.2. Options retenues selon les normes IFRS

Lors de la première application des normes d'information financière internationales, le Groupe a choisi pour son bilan d'ouverture (1<sup>er</sup> janvier 2004) :

- de maintenir les coûts historiques pour ses immobilisations corporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation ;
- d'opter pour l'application des normes *IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers* à compter de l'exercice 2005 et de manière prospective ;
- de ne pas retraiter les opérations de regroupement antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Par ailleurs, concernant les comptes semestriels 2006, le Groupe n'a pas opté pour la méthode de comptabilisation des écarts actuariels directement en capitaux propres prévu par l'amendement à *IAS 19* et les amendements à *IAS 39* sont non applicables ou non significatifs.

### 1.3. Présentation des états financiers

Sopra Group applique la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2004-R.02 en date du 27 octobre 2004 relative aux

formats du compte de résultat, du tableau de flux de trésorerie et du tableau de variation des capitaux propres.

### 1.4. Modalités de consolidation

#### 1.4.1. Méthodes de consolidation

- La société Sopra Group est l'entreprise consolidante.
- Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Sopra Group sont consolidés par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle existe également lorsque la société mère détenant la moitié ou moins de la moitié des droits de vote d'une entité, dispose :
  - du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
  - du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ;
  - du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe ;
  - ou du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe.
- Sopra Group n'exerce d'influence notable ou de contrôle conjoint sur aucune entreprise.
- Sopra Group ne contrôle, directement ou indirectement, aucune entité *ad hoc*.
- Les comptes des sociétés consolidées sont le cas échéant retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation.

#### 1.4.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

La conversion des états financiers des sociétés étrangères est effectuée au taux de change de fin de période pour l'ensemble des postes du bilan et au taux moyen de la période pour le compte de résultat. Les différences de conversion sont portées dans les capitaux propres en écart de conversion.

#### 1.4.3. Date d'arrêt des comptes des entreprises consolidées

Les comptes des sociétés consolidées sont tous arrêtés au 30 juin.

#### 1.4.4. Opérations et comptes intra-groupe

Les opérations et comptes intra-groupe font tous l'objet d'une élimination.

## 1.5. Méthodes et règles d'évaluation

### 1.5.1. Bases d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de la dette de participation des salariés, des options de souscription d'actions accordées au personnel et des instruments financiers dérivés évalués en juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti.

### 1.5.2. Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation de ces hypothèses, la valeur réelle des actifs et passifs concernés pourrait faire l'objet d'ajustements au cours des périodes suivantes.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation des écarts d'acquisition (cf. note 1.5.3) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (cf. note 1.5.13) ;
- la reconnaissance des revenus (cf. note 1.5.14).

### 1.5.3. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition conformément à *IFRS 3*. Toutefois, les acquisitions de SG2 Ingénierie en 1996 et d'Orga Consultants en 2000, pour lesquelles le Groupe avait appliqué la méthode de la mise en commun d'intérêts (*pooling of interests*) n'ont pas donné lieu à retraitement en application de l'option offerte par la norme *IFRS 1*.

Selon la méthode de l'acquisition, l'acquéreur achète des actifs nets et comptabilise à leur juste valeur les actifs et passifs acquis et les passifs éventuels assumés.

L'acquéreur est l'entité se regroupant qui obtient le contrôle des autres entités ou activités qui se regroupent. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité ou activité, pour obtenir des avantages de ses opérations.

Le coût d'acquisition représente le total :

- des justes valeurs à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise ;
- et de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

La date de l'acquisition est la date à laquelle l'acquéreur obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

Lorsqu'un accord de regroupement d'entreprises prévoit un ajustement du coût du regroupement dépendant d'événements futurs, le montant de cet ajustement est inclus dans le coût du regroupement à la date d'acquisition s'il apparaît probable et peut être évalué de façon fiable.

La différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition, dénommée « goodwill » ou écart d'acquisition, est comptabilisé en tant qu'actif.

Dans le cas où la comptabilisation initiale ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur comptabilise le regroupement en utilisant des valeurs provisoires. L'acquéreur doit ensuite comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale, dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dans les conditions décrites sous la note 1.5.6. Ces tests sont mis en œuvre dès qu'un indice de perte de valeur est constaté et systématiquement au 31 décembre, date de clôture de l'exercice.

### 1.5.4. Immobilisations incorporelles

#### a. Immobilisations acquises séparément

Les progiciels acquis sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur trois, cinq ou dix ans en cohérence avec leur durée d'utilité.

#### b. Immobilisations générées en interne

En application de la norme *IAS 38 Immobilisations incorporelles* :

- les dépenses de recherche sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées ;
- les dépenses de développement des projets sont immobilisées si les six conditions suivantes sont réunies :
  - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
  - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
  - la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
  - la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
  - la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
  - la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

L'intégralité des dépenses de développement des progiciels et solutions (Axway, Banque, Ressources Humaines et Immobilier) était comptabilisée en charges d'exploitation dans le cadre du référentiel comptable français.

Aucun retraitement des dépenses antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'a été effectué et l'examen des dépenses de développement depuis cette date a conduit à ne rien immobiliser, les critères d'activation n'étant pas tous réunis.

### 1.5.5. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

La norme *IAS 17 Contrats de location* n'a pas non plus entraîné de conséquences puisque le Groupe pratiquait antérieurement le retraitement des contrats de crédit-bail, traités dans les comptes consolidés comme si Sopra Group les avait acquis à crédit :

- crédit-bail immobilier relatif aux locaux d'Annecy, objets de contrats de crédit-bail immobilier désormais terminés. Les constructions sont immobilisées et font l'objet d'un amortissement linéaire sur 25 ans ;
- crédit-bail mobilier relatif aux équipements informatiques. Ils sont immobilisés et sont amortis linéairement sur 4 ans, conformément à la durée des contrats.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilisation estimées des différentes catégories d'immobilisations :

Constructions	25 ans
Agencements	10 ans
Matériel et outillage	3 à 5 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier, matériel de bureau	5 à 10 ans

### 1.5.6. Dépréciations d'actifs

Suivant la norme *IAS 36 Dépréciations d'actifs*, une entité doit apprécier à chaque date de reporting s'il existe un quelconque indice qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. En pratique, la problématique des tests de dépréciation concerne les écarts d'acquisition qui constituent avec le poste *Clients* l'essentiel de l'actif du bilan consolidé de Sopra Group.

Concernant les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au moins une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

La valeur d'utilité d'un actif est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif :

- flux afférents à une période explicite de prévision de 5 ans, la première année de cette période s'appuyant sur le budget ;
- flux postérieurs à cette période de 5 ans calculés par application d'un taux de croissance à l'infini reflétant le taux de croissance réelle anticipé de l'économie à long terme auquel s'ajoute le taux d'inflation anticipé à long terme.

Au 31 décembre 2005, la détermination des flux de trésorerie a été faite en prenant en compte :

- la croissance générale de l'économie (2-3 %) ;
- l'impact de l'évolution des technologies dont bénéficie le secteur ;
- le transfert d'activité au profit des SSII engendré par l'outsourcing.

Le taux d'actualisation est égal :

- au taux de l'argent sans risque à 10 ans ;
- auquel s'ajoute la prime de risque du marché affectée d'un coefficient de sensibilité ( $\beta$ ) propre à l'entité.

Au titre de l'exercice 2005, le taux de croissance à l'infini a été retenu pour 3 % et le taux d'actualisation pour 10 %.

La valeur d'utilité ainsi obtenue a fait l'objet de tests de sensibilité en faisant varier le taux de croissance à l'infini dans une fourchette de 1,5 % à 3,5 % et le taux d'actualisation de 8 % à 12 %.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont affectés les actifs.

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Le Groupe a retenu une segmentation en 9 unités génératrices de trésorerie, homogène avec l'organisation opérationnelle des métiers, le système de pilotage et de reporting et l'information sectorielle. Les UGT (hors la Suisse) auxquelles sont associés des écarts d'acquisition sont les suivantes :

Métier	Secteur géographique	Périmètre
Consulting	France	Orga Consultants
	Espagne	Valoris Iberia
Intégration Systèmes et Solutions	France	Sopra Group
	Royaume-Uni	Sopra Group UK et Newell & Budge
	Espagne	Sopra Informatica et PROFIT
	Italie Belgique	Sopra Group Italy Sopra Benelux et Valoris Belgium
Axway	Ensemble Axway	Axway France (édition et distribution France) et Filiales distribution Europe/Asie/USA

Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. S'il existe un tel indice, l'entité estime la valeur recouvrable de l'actif définie comme la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente (montant obtenu de la vente de l'actif ou d'une UGT lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie, à l'exclusion des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat).

Il n'a pas été pratiqué de tests de dépréciation au 30 juin 2006 en l'absence d'indices de perte de valeur. Ces tests seront effectués pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2006.

### 1.5.7. Titres disponibles à la vente

Il s'agit des titres de participation dans des sociétés (non cotées) non consolidées.

Ces titres sont maintenus à leur coût net des dépréciations éventuelles, la valeur recouvrable étant déterminée en tenant compte de différents critères (part du Groupe dans leur situation nette, perspectives de développement de l'entité...).

### 1.5.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La norme *IAS 7* définit les équivalents de trésorerie comme des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Le Groupe applique la démarche d'analyse formulée par l'AFG et l'AFTE et reconnue comme base raisonnable par l'AMF :

- les OPCVM classés par l'AMF dans la catégorie « monétaire euro » sont présumés, à titre pratique, satisfaire aux quatre critères cités ;
- l'éligibilité des autres OPCVM de trésorerie en qualité d'« équivalents de trésorerie » n'est pas présumée : une analyse du respect des quatre critères cités est nécessaire.

Tous les équivalents de trésorerie figurant au bilan répondent aux critères.

### 1.5.9. Paiements en actions : options de souscription d'actions accordées au personnel

#### a. Norme IFRS 2

Les paiements en actions sont comptabilisés selon la norme IFRS 2 *Paiements fondés sur des actions*.

Son application à Sopra Group concerne uniquement les options de souscription d'actions accordées au personnel. Suivant la faculté offerte par la norme, seules les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont été prises en compte.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 5 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 6<sup>e</sup> et la 8<sup>e</sup> année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution, confiée à un établissement spécialisé, a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un cinquième par an.

Cette comptabilisation est faite par imputation sur les *Charges de personnel*, la contrepartie étant portée directement en capitaux propres, sur un compte de *Primes d'émission*. L'impact net sur les capitaux propres consolidés est donc nul.

La totalité des options détenues par les bénéficiaires présents aux dates d'arrêté comptable concernées sont prises en compte dans le calcul.

#### b. Cession ou conversion au porteur dans le délai d'indisponibilité

Conformément aux règlements des différents plans d'options, les actions résultant des levées d'options ne peuvent être converties au porteur ou cédées pendant le délai d'indisponibilité légal. De ce fait, aucune provision pour charge n'est à comptabiliser.

### 1.5.10. Titres d'autocontrôle

Toutes les opérations concernant les titres autodétenus sont, depuis plusieurs années, comptabilisées directement sur les capitaux propres.

Les gains/pertes résultant de la cession d'actions propres sont ajoutés/déduits nets d'impôts des réserves consolidées.

### 1.5.11. Provisions

Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis d'un tiers née antérieurement à la clôture de l'exercice et lorsque la perte ou le passif est probable et peut être évalué de manière fiable.

Dans la mesure où cette perte ou ce passif n'est pas probable ou ne peut être mesuré de manière fiable, un passif éventuel est mentionné dans les engagements du Groupe.

Les provisions à échéance supérieure à un an sont actualisées et classées en passif non courant.

### 1.5.12. Emprunt et dettes financières

En octobre 2005, Sopra Group a mis en place un crédit syndiqué de 200 M€ assorti de deux contrats de swap de taux visant à plafonner l'exposition au risque de taux. Cette protection porte sur les deux tiers de la dette.

Cette dette a été évaluée au 30 juin 2006 par actualisation des flux futurs de trésorerie, sur la base du taux d'intérêt effectif.

### 1.5.13. Avantages du personnel – Engagements de retraite

#### a. Avantages à court terme et régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en *Charges de personnel* le montant des avantages à court terme, ainsi que les cotisations à payer au titre des régimes généraux et obligatoires. N'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, aucune provision n'est comptabilisée au titre de ces régimes.

#### b. Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme

Seules les sociétés françaises du Groupe sont concernées par des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies.

Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions de la convention collective Syntec relatives au départ et à la mise à la retraite, dispositions modifiées en 2004 à la suite de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites. Ces engagements ne font pas l'objet d'un financement externalisé auprès de fonds de pension ou de sociétés d'assurances au moyen d'actifs placés dits « actifs du régime ».

Le Groupe utilise la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

Le montant de la provision constituée au regard des engagements de retraite correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, minorée des écarts actuariels non comptabilisés.

Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- application d'un taux de revalorisation annuel des salaires de 2,5 % ;
- application d'un taux d'actualisation correspondant au taux de rendement des placements de haute sécurité de même durée que les engagements à la date d'évaluation. Le taux d'actualisation utilisé au 30 juin 2006 est de 4 %, ainsi que pour l'exercice 2005 ;
- il a été considéré que les départs interviendraient pour 10 % à l'initiative des collaborateurs, justifiant une majoration de la provision de 4,5 % au titre des charges sociales et fiscales ;
- les tables de turn-over ont été mises à jour en fonction de l'historique des départs des 5 dernières années.

Les écarts actuariels résultant de la variation de valeur de l'obligation actualisée au titre des prestations définies incluent d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et le réalisé, d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

Les écarts actuariels sont amortis au compte de résultat, à partir des exercices suivant leur constatation, pour la partie excédant un corridor fixé à 10 % du montant de l'obligation.

Il n'existe pas d'engagements en matière de pensions, couverture médicale, médaille du travail. Aucun nouvel avantage ni changement de régime, résultant de dispositions légales, conventionnelles ou contractuelles, n'est intervenu au cours de l'exercice.

#### 1.5.14. Reconnaissance des revenus

La norme applicable est *IAS 18 Produits des activités ordinaires*.

##### a. Activités d'intégration de systèmes et de conseil

###### ■ Prestations d'assistance technique, de conseil, de formation, de réalisation en régie

Elles sont comptabilisées quand le service est rendu, c'est-à-dire en règle générale au moment de la facturation.

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique *Factures à établir* du poste *Clients et comptes rattachés* ;
- les prestations facturées mais non encore totalement exécutées sont déduites du chiffre d'affaires facturé et sont portées au passif du bilan à la rubrique *Produits constatés d'avance* du poste *Autres dettes courantes*.

###### ■ Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités ci-après :

- le chiffre d'affaires et le résultat dégagés sur le contrat sont comptabilisés en fonction d'une estimation qualifiée de l'avancement du contrat déterminée suivant les procédures Qualité en vigueur dans le Groupe. Seuls 90 % du montant prévu au contrat sont retenus pour la valorisation pendant la phase de réalisation du projet, les 10 % restants n'étant disponibles qu'à partir de la livraison ;
- le montant comptabilisé à chaque arrêté de comptes est obtenu par différence entre le budget disponible (90 % du contrat) et le montant réservé à la couverture totale des jours restant à effectuer. Il est porté à la rubrique *Factures à établir* du poste *Clients et comptes rattachés*. Les acomptes perçus sont portés en déduction du poste *Clients*. Celui-ci figure donc au bilan pour son montant net.

##### b. Activités Progiciels et Solutions

Les prestations fournies dans le cadre des activités Progiciels (Axway) et Solutions (Banque, Immobilier, Ressources Humaines) comprennent :

- le droit d'utilisation (licence) des progiciels et solutions ;
- la maintenance ;
- les services associés : installation, paramétrage, adaptation, formation...

###### ■ En règle générale, des contrats distincts de licence et maintenance d'une part, et de services associés d'autre part, sont conclus avec les clients

Dans ce cas, les différents éléments constitutifs de ces contrats sont comptabilisés de la manière suivante :

- la licence est comptabilisée lors de la livraison, celle-ci devant être considérée comme accomplie lorsque toutes les obligations contractuelles ont été remplies, c'est-à-dire lorsque les prestations restant éventuellement à exécuter ne sont pas significatives et ne sont pas susceptibles de remettre en cause l'acceptation par le client des produits livrés ou des services rendus ;
- la maintenance, généralement facturée d'avance, est comptabilisée *pro rata temporis* ;
- les services sont le plus fréquemment effectués en mode régie et sont enregistrés à l'issue de leur réalisation, c'est-à-dire en général au moment de la facturation. Ils peuvent parfois faire l'objet d'un contrat au forfait alors comptabilisé suivant la méthode à l'avancement décrite au paragraphe 1.5.14.a.

###### ■ Parfois, des contrats composés d'éléments multiples (licence, maintenance, prestations associées...) peuvent être négociés pour un prix global

Dans ce cas, le montant du chiffre d'affaires attribuable à la licence est obtenu par différence entre le montant total du contrat et la juste valeur des autres éléments qui le composent : maintenance, prestations associées. Cette valorisation des autres éléments est effectuée par référence aux prix facturés aux clients, lorsque l'élément est vendu séparément (grille tarifaire) ou sur la base d'un prix de vente déterminé par la Direction, sur la base de ses meilleures estimations. Le montant de la licence, montant résiduel, est comptabilisé à la livraison.

■ **Dans certains cas, assez rares, les services associés peuvent être considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel**

Cette situation peut se présenter lorsque les projets présentent un degré de complexité significative et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Le projet est alors considéré dans son ensemble et fait l'objet d'un suivi particulier par la Direction Qualité. Il donne lieu à comptabilisation suivant la méthode à l'avancement décrite au paragraphe 1.5.14.a.

### 1.5.15. Information sectorielle

Le Groupe est géré sur une base reflétant à la fois ses métiers (segmentation principale) et la répartition géographique (segmentation secondaire) de ses activités.

Les différents secteurs correspondent :

- au consulting en stratégie et management exercé par la filiale Orga Consultants en France ;
- à l'intégration de systèmes et de solutions et l'outsourcing applicatif exercés en France par Sopra Group et en Europe par un ensemble de filiales ;
- à l'activité d'Axway dans le domaine de l'intégration d'applications.

### 1.5.16. Droit individuel à la formation

Compte tenu de l'avis rendu le 13 octobre 2004 par le Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité et de la situation de l'entreprise dans ce domaine, aucune provision n'a été constatée au titre de ce droit nouveau créé par la loi du 4 mai 2004.

### 1.5.17. Impôts différés

Les comptes consolidés tiennent compte, selon la méthode du report variable, des impositions différées résultant :

- des différences temporaires issues des déclarations fiscales ;
- des écritures spécifiques à la consolidation.

Il n'y a pas d'impôt différé résultant de distributions.

Un actif d'impôt relatif à des déficits fiscaux reportables n'est enregistré qu'en cas d'assurance raisonnable d'imputation future.

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés par entité fiscale ou par groupe d'intégration fiscale.

Les impôts différés figurent pour leur valeur nominale, aucune actualisation n'étant pratiquée.

### 1.5.18. Modalités de calcul des résultats par action

Les résultats par action présentés avec le compte de résultat sont calculés à partir du résultat net – part du Groupe suivant les modalités décrites ci-dessous :

- le résultat de base par action est déterminé à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, calculé en fonction des dates d'encaissement des fonds provenant d'augmentations de capital réalisées en numéraire, et de la date de première consolidation pour les augmentations de capital réalisées en rémunération d'apports externes de titres de nouvelles sociétés consolidées ;
- le résultat dilué par action est calculé en ajustant le résultat net – part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options de souscription d'actions ouverts à la clôture de l'exercice. Il est fait application de la méthode du rachat d'actions au prix du marché sur la base du cours moyen annuel de l'action.

## Note 2 | Périmètre de consolidation

### 2.1. Liste des entreprises consolidées au 1<sup>er</sup> semestre 2006

Société	Pays	% contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
Sopra Group	France	-	-	Société mère
Orga Consultants	France	100,0 %	100,0 %	IG
Sopra Group Ltd	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %	IG
CS Rand	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %	IG
Newell & Budge Holdings Ltd	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %	IG
Newell & Budge Ltd	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %	IG
Newell & Budge Security Ltd	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %	IG
Momentum India Private Ltd	Inde	100,0 %	100,0 %	IG
Momentum Technologies Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %	IG
Sopra Benelux	Belgique	100,0 %	100,0 %	IG
Sopra Luxembourg	Luxembourg	100,0 %	100,0 %	IG
Sopra Informatique	Suisse	100,0 %	100,0 %	IG
Sopra Group SpA	Italie	100,0 %	100,0 %	IG
Sopra Group Informatica	Espagne	100,0 %	100,0 %	IG
Profit Gestion Informatica SA	Espagne	100,0 %	100,0 %	IG
Profit Euskadi SA	Espagne	100,0 %	100,0 %	IG
Coninfal SL	Espagne	100,0 %	100,0 %	IG
Profit Gestao Informatica Lda	Espagne	100,0 %	100,0 %	IG
Valoris Belgium	Belgique	100,0 %	100,0 %	IG
Valoris Luxembourg	Luxembourg	100,0 %	100,0 %	IG
Valoris Iberia	Espagne	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Software	France	100,0 %	100,0 %	IG
Axway UK Ltd	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %	IG
Viewlocity Ltd *	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Integra AB	Suède	100,0 %	100,0 %	IG
Axway AB	Suède	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Intelligra AB	Suède	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Nordic AB	Suède	100,0 %	100,0 %	IG
Axway GmbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %	IG
Viewlocity GmbH *	Allemagne	100,0 %	100,0 %	IG
Axway BV	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Belgium	Belgique	99,9 %	99,9 %	IG
Axway Srl	Italie	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Software Iberia	Espagne	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Asia Pacific Pte Ltd	Singapour	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Pte Ltd	Singapour	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Software China	Chine	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Ltd	Hong Kong	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Software Sdn Bhd	Malaisie	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Pty Ltd	Australie	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %	IG
Cyclone Commerce Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %	IG
Axway Romania Srl	Roumanie	100,0 %	100,0 %	IG
Belser Srl	Roumanie	100,0 %	100,0 %	IG

IG : Intégration globale.

\* Dissolution en cours - transfert d'activité réalisé au 1<sup>er</sup> janvier 2003 sur la société Axway préexistante.

## 2.2. Évolutions du périmètre de consolidation

### 2.2.1. Entrées dans le périmètre

**Cyclone Commerce** – Axway Software, filiale à 100 % de Sopra Group, a acquis début 2006, la totalité du capital et des droits de vote de la société américaine Cyclone Commerce, dont le siège se situe à Scottsdale (Phoenix), Arizona. Cette société met en œuvre des solutions permettant aux entreprises de gérer facilement leurs échanges B2B sur une plate-forme unique et intégrée.

Des informations complémentaires sur les modalités d'acquisition sont données à la note 4.

La société Cyclone Commerce entre dans le périmètre de consolidation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

### 2.2.2. Sorties de périmètre

Il n'y a pas eu de sorties du périmètre de consolidation au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006.

## Note 3 | Comparabilité des comptes

### 3.1. Passage aux normes IAS/IFRS

Des corrections ont été apportées aux états financiers au 30 juin 2005, tels que publiés, pour tenir compte d'un ajustement rétroactif de la provision pour indemnités de départ en retraite au 1<sup>er</sup> janvier 2004, ajustement réalisé lors de la clôture des comptes au 31 décembre 2005.

- Une modification a été apportée au bilan au 30 juin 2005. Les postes concernés ont été affectés de la manière suivante :
  - *Provisions* : augmentation de 1 372 k€ ;
  - *Réserves et résultats consolidés* : diminution de 899 k€ ;
  - *Impôts différés actif* : augmentation de 473 k€.

- L'état des variations des capitaux propres au 30 juin 2005 a également été corrigé par la modification des capitaux propres à l'ouverture (1<sup>er</sup> janvier 2005) :

- *Réserves et résultats consolidés* : diminution de 899 k€.

### 3.2. Variations de périmètre

Les acquisitions réalisées au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2005 (Newell & Budge et PROFit) et début 2006 (Cyclone Commerce) ont un impact individuel et cumulé sur le compte de résultat et les principaux indicateurs d'activité du Groupe inférieur au seuil de signification (25 %) requis par le Règlement Prospectus pour l'établissement d'informations pro forma.

Les principaux impacts de ces acquisitions sur les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2006 sont les suivants :

- Contributions des sociétés acquises en 2005 et 2006

	30/06/2006			30/06/2005
	Hors acquisitions 2005 et 2006	Contributions des acquisitions 2005 et 2006	Publié	Publié
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires	375,0	68,0	443,0	360,5
Résultat opérationnel	24,4	5,4	29,8	19,6

- Impact des acquisitions 2006 sur le poste *Écarts d'acquisition*

Cf. note 4.

- Incidence des variations de périmètre sur l'endettement net

	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
<i>(en millions d'euros)</i>			
Coût des acquisitions (hors compléments de prix)	25,7	5,6	123,4
Part rémunérée en actions Sopra Group	-	-	- 24,0
Endettement net/Trésorerie nette des sociétés acquises	- 1,8	- 0,9	- 0,5
Paiements différés	0,5	- 1,0	- 1,5
Compléments de prix décaissés au titre d'acquisitions antérieures	0,3	4,1	5,8
<b>TOTAL</b>	<b>24,7</b>	<b>7,8</b>	<b>103,2</b>

## Note 4 | Écarts d'acquisition

### 4.1. Tableau de variation des écarts d'acquisition

Les mouvements intervenus au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006 sont décrits à la note 2.2 *Évolutions du périmètre de consolidation*.

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
<b>1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>279 871</b>	<b>37 689</b>	<b>242 182</b>
Regroupements d'entreprises réalisés au cours de la période – Note 4.2	33 051	-	33 051
Ajustements sur regroupements d'entreprises des périodes antérieures – Note 4.3	- 1 809	-	- 1 809
Écarts de conversion	- 632	-	- 632
<b>30 juin 2006</b>	<b>310 481</b>	<b>37 689</b>	<b>272 792</b>

### 4.2. Détermination des écarts d'acquisition constatés au titre des regroupements d'entreprises de la période

Le seul écart d'acquisition constaté au 1<sup>er</sup> semestre 2006 concerne l'acquisition de Cyclone Commerce. Il a été évalué à la date d'acquisition, le 3 janvier 2006, selon la méthode énoncée à la note 1.5.3.

(en milliers d'euros)	Cyclone Commerce
Prix d'acquisition	24 660
Valeur actualisée des compléments de prix	4 238
Frais liés à l'acquisition	974
<b>Coût d'acquisition</b>	<b>29 872</b>
Juste valeur de l'actif net acquis par le Groupe (hors éléments incorporels)	- 3 179
<b>Écart d'acquisition</b>	<b>33 051</b>

### 4.3. Ajustements sur regroupements d'entreprises des périodes antérieures

Cet ajustement de 1 809 k€ correspond à la prise en compte d'un crédit d'impôt de la société Newell & Budge au titre de périodes antérieures à la date d'acquisition et dont le caractère certain n'a été confirmé qu'au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006.

### 4.4. Ventilation sectorielle des écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)		30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Consulting	France – Orga Consultants	3 876	3 876	3 876
	Espagne – Valoris Iberia	3 000	3 000	3 000
Intégration Systèmes et Solutions	France	46 184	46 184	46 184
	Royaume-Uni	74 907	11 165	77 348
	Espagne	74 413	13 937	74 413
	Italie	5 930	5 930	5 930
	Belgique	3 000	3 000	3 000
Axway	Axway	61 482	28 473	28 431
<b>TOTAL</b>		<b>272 792</b>	<b>115 565</b>	<b>242 182</b>

## Note 5 | Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette comptable
<b>1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>23 135</b>	<b>21 095</b>	<b>2 040</b>
Mouvements de périmètre	2 290	2 001	289
Acquisitions	88	-	88
Cessions	-	-	-
Écarts de conversion	- 174	- 153	- 21
Dotations aux amortissements	-	642	- 642
<b>30 juin 2006</b>	<b>25 339</b>	<b>23 585</b>	<b>1 754</b>

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des progiciels du marché utilisés dans le cadre de l'activité courante du Groupe et des logiciels acquis dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Aucune dépense de développement des solutions et progiciels du Groupe n'a été immobilisée tant en 2006 qu'au titre des exercices antérieurs.

## Note 6 | Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrains, constructions	Agencements, mobiliers et matériels divers	Équipements informatiques	TOTAL
<b>VALEUR BRUTE</b>				
<b>1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>10 578</b>	<b>41 445</b>	<b>31 211</b>	<b>83 234</b>
Écarts de conversion	-	- 156	- 205	- 361
Acquisitions	2	2 047	2 988	5 037
Cessions	-	- 571	- 1 489	- 2 060
Variations de périmètre	-	1 299	1 773	3 072
<b>30 juin 2006</b>	<b>10 580</b>	<b>44 064</b>	<b>34 278</b>	<b>88 922</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>				
<b>1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>7 272</b>	<b>25 453</b>	<b>21 580</b>	<b>54 305</b>
Écarts de conversion	-	- 136	- 166	- 302
Dotations	200	1 868	2 432	4 500
Reprises	-	- 310	- 1 471	- 1 781
Variations de périmètre	-	1 204	1 458	2 662
<b>30 juin 2006</b>	<b>7 472</b>	<b>28 079</b>	<b>23 833</b>	<b>59 384</b>
<b>VALEUR NETTE</b>				
<b>1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>3 306</b>	<b>15 992</b>	<b>9 631</b>	<b>28 929</b>
<b>30 juin 2006</b>	<b>3 108</b>	<b>15 985</b>	<b>10 445</b>	<b>29 538</b>

- Les investissements réalisés par le Groupe en immobilisations corporelles (5,0 M€) correspondent principalement à des équipements de bureaux en France et à l'international pour un montant de 2,0 M€ et à des acquisitions d'équipements informatiques (systèmes centraux, stations de travail et réseaux) pour un montant de 3,0 M€.
- Les montants portés en cessions de l'exercice (2,1 M€) correspondent principalement aux mises au rebut d'équipements informatiques pratiquées chaque année après inventaire et aux sorties de locaux dont les baux n'ont pas été reconduits.
- Les terrains et constructions correspondent aux locaux du siège social de Sopra Group situés à Annecy-le Vieux. Une partie de ces locaux a été acquise dans le cadre de contrats de crédit-bail immobilier terminés en 2003. Ces contrats sont depuis l'origine retraités dans les comptes consolidés et figurent au bilan pour les montants suivants :

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Terrains	255	255	255
Constructions	3 861	3 861	3 861
Amortissements	- 3 262	- 3 107	- 3 184
<b>Valeur nette</b>	<b>854</b>	<b>1 009</b>	<b>932</b>

- Les contrats de crédit-bail relatifs aux investissements informatiques (cf. note 1.5.5) figurent au bilan pour les montants suivants :

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Valeur brute	20 329	16 894	19 220
Amortissement	- 11 743	- 9 462	- 11 231
<b>Valeur nette</b>	<b>8 586</b>	<b>7 432</b>	<b>7 989</b>

## Note 7 | Titres disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
<b>1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>32 049</b>	<b>30 675</b>	<b>1 374</b>
Augmentations	-	41	- 41
Diminutions	- 450	- 361	- 89
Écart de conversion	- 2	- 2	-
<b>30 juin 2006</b>	<b>31 597</b>	<b>30 353</b>	<b>1 244</b>

Les titres disponibles à la vente sont composés principalement :

- de participations dans des filiales de Valoris en cours de dissolution ou de cession à la date d'acquisition de Valoris, pour un montant de 24 845 k€ provisionnées à hauteur de 24 654 k€ ;
- de la participation dans la société allemande Sopra Group GmbH en cours de liquidation pour un montant de 5 485 k€, intégralement provisionné depuis 2004 ;
- de la participation au capital de la société Cosmosbay-Vectis dont le Groupe détient 6,87 % du capital, pour un montant de 946 k€.

## Note 8 | Autres immobilisations financières

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Créances rattachées à des participations non consolidées – valeur brute	7 827	7 849	7 871
Provisions sur créances rattachées à des participations non consolidées	- 7 713	- 7 849	- 7 756
<b>Créances rattachées à des participations non consolidées – valeur nette</b>	<b>114</b>	<b>-</b>	<b>115</b>
Prêts	47	45	47
Dépôts et autres immobilisations financières à long terme	2 817	1 941	2 854
Provisions sur prêts, dépôts et autres immobilisations financières	- 31	- 55	- 17
<b>TOTAL</b>	<b>2 947</b>	<b>1 931</b>	<b>2 999</b>

Les créances rattachées à des participations d'une valeur nette de 114 k€ proviennent des filiales non consolidées de Valoris.

Les dépôts et autres immobilisations financières à long terme (2 817 k€) correspondent essentiellement à des dépôts de garantie versés au titre des locaux loués.

## Note 9 | Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Clients et comptes rattachés	215 738	174 166	224 549
Factures à établir	107 018	97 983	79 284
Clients douteux	2 650	3 463	3 552
Avoirs à établir	- 9 548	- 3 127	- 13 364
Dépréciations pour créances douteuses	- 2 301	- 2 986	- 3 072
<b>TOTAL</b>	<b>313 557</b>	<b>269 499</b>	<b>290 949</b>

Les factures à établir correspondent pour l'essentiel à la production comptabilisée sur les projets au forfait suivant la méthode à l'avancement (cf. note 1.5.14.a). Ces contrats donnent généralement lieu à l'émission d'une facture à la fin de l'exécution des prestations et sont couverts financièrement en cours de réalisation par des acomptes.

Le besoin en fonds de roulement (BFR)-Clients correspond au 30 juin 2006 à environ 2,8 mois d'activité, chiffre en légère amélioration par rapport à ceux des années précédentes. Ce ratio est calculé en rapportant le BFR au chiffre d'affaires réalisé au cours du trimestre précédent la clôture. Le BFR est obtenu en ramenant le poste *Clients* mentionné ci-dessus en valeur hors taxes et en retranchant les produits constatés d'avance figurant au passif du bilan. Le délai moyen d'encaissement des factures est de l'ordre de 60 jours.

## Note 10 | Autres créances courantes

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Personnel et organismes sociaux	1 869	815	1 550
Créances fiscales	9 666	6 111	9 360
Impôt sur les sociétés	4 975	1 540	8 341
Matériel à leaser	504	434	1 247
Instruments financiers dérivés	2 480	-	-
Créances diverses	415	954	403
Charges constatées d'avance	4 921	4 148	2 993
<b>TOTAL</b>	<b>24 830</b>	<b>14 002</b>	<b>23 894</b>

Les créances fiscales d'un montant de 9 666 k€ correspondent à de la TVA déductible.

Les instruments financiers dérivés d'un montant de 2 480 k€ correspondent à un swap de taux. Un second swap figure en *Autres dettes courantes* pour un montant de 1 408 k€. Le montant net

résultant de l'évaluation au 30 juin 2006 de ces instruments de taux est comptabilisé en *Autres produits et charges financiers*. Ces deux instruments ont été mis en place dans le cadre du crédit syndiqué souscrit en octobre 2005 (cf. § 14.2.1).

## Note 11 | Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie figure à la page 8.

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Valeurs mobilières de placement	3	9	12 465
Disponibilités	26 901	16 321	40 789
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>26 904</b>	<b>16 330</b>	<b>53 254</b>
Concours bancaires courants	- 13 444	- 1 414	- 1 901
<b>TOTAL</b>	<b>13 460</b>	<b>14 916</b>	<b>51 353</b>

La trésorerie nette comprend les disponibilités (comptes bancaires débiteurs et caisses), les valeurs mobilières de placement répondant à la définition des équivalents de trésorerie telle qu'indiquée à la note 1.5.8, les effets remis à l'encaissement et dont la date d'échéance est antérieure au 1<sup>er</sup> juillet et les comptes bancaires

momentanément créditeurs. Elle est fortement liée aux mobilisations de crédits à moyen terme (crédit syndiqué à compter d'octobre 2005) effectuées en fin d'exercice. L'endettement net, présenté à la note 13.2, est plus représentatif de la situation financière du Groupe.

## Note 12 | Capitaux propres consolidés

L'état des variations des capitaux propres consolidés figure à la page 7.

Les mouvements intervenus au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006 concernent les levées d'options de souscription d'actions : 17 390 actions ont été créées correspondant à une augmentation de capital de 69 560 € et à une prime d'émission de 197 724,30 €, soit un montant total de 267 284,30 €.

### 12.1. Évolution du capital social

Le capital social de Sopra Group s'élève au 30 juin 2006 à 45 845 940 €. Il est composé de 11 461 485 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 4 €.

### 12.2. Plans d'options de souscription d'actions

Date du Conseil d'administration ou du Directoire	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options consenties à l'origine	Date de début de la période d'exercice des options	Date de fin de la période d'exercice des options	Prix d'exercice	Nombre d'options annulées au 30/06/2006	Dont annulations en 2006	Nombre d'options exercées au 30/06/2006	Dont options exercées en 2006	Nombre d'options restant à exercer au 30/06/2006
<b>PLAN N° 3 – Plan d'options de 1998 (Assemblée Générale du 07/01/1998) : émission maximum de 721 250 actions</b>										
13/01/1998	283	614 000	01/10/2002	12/01/2006	15,37 €	70 175	10 000	543 825	17 390	-
04/12/1998	1	25 000	25/02/2003	24/08/2006	46,86 €	25 000	-	-	-	-
03/03/1999	2	20 000	04/03/2004	02/03/2007	48,05 €	10 000	-	-	-	10 000
12/10/1999	13	51 750	13/10/2004	12/10/2007	46,20 €	46 000	-	2 000	-	3 750
16/12/2002	12	129 250	17/12/2007	15/12/2010	22,50 €	39 250	-	-	-	90 000
<b>TOTAL</b>	<b>311</b>	<b>840 000</b>				<b>190 425</b>	<b>10 000</b>	<b>545 825</b>	<b>17 390</b>	<b>103 750</b>
<b>PLAN N° 4 – Plan d'options de 2000 (Assemblée Générale du 29/06/2000) : émission maximum de 714 774 actions</b>										
29/06/2000	107	33 900	30/06/2005	29/06/2008	73,00 €	33 800	-	-	-	100
22/03/2001	147	301 500	23/03/2006	22/03/2009	61,40 €	283 500	-	-	-	18 000
19/12/2001	25	34 600	20/12/2006	19/12/2009	61,40 €	34 600	-	-	-	-
24/04/2002	2	6 000	25/04/2007	23/04/2010	61,40 €	3 000	3 000	-	-	3 000
16/12/2002	214	303 200	17/12/2007	15/12/2010	22,50 €	35 500	8 900	12 000	-	255 700
03/09/2003	69	88 000	04/09/2008	02/09/2011	32,50 €	5 000	1 900	-	-	83 000
13/01/2004	5	23 000	14/01/2009	12/01/2012	35,90 €	3 000	-	-	-	20 000
<b>TOTAL</b>	<b>569</b>	<b>790 200</b>				<b>398 400</b>	<b>13 800</b>	<b>12 000</b>	<b>-</b>	<b>379 800</b>
<b>Total des 2 plans</b>										<b>483 550</b>

Comme indiqué précédemment, 17 390 actions ont été exercées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006 au titre du plan n° 3.

23 800 actions ont été annulées, leurs bénéficiaires ayant quitté l'entreprise avant la fin de la période d'acquisition de leurs droits.

Il n'a été attribué aucune option au cours de la période.

Au 30 juin 2006, le nombre total d'options pouvant être exercées s'élève à 483 550.

### 12.3. Réserves liées au capital

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Primes d'émission, de fusion et d'apport	41 763	16 066	41 248
Réserve légale	4 578	4 293	4 293
<b>TOTAL</b>	<b>46 341</b>	<b>20 359</b>	<b>45 541</b>

### 12.4. Paiements fondés sur des actions

Le montant comptabilisé au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2006, conformément à la méthode indiquée dans la note 1.5.9, est de 317 k€.

### 12.5. Opérations sur titres autodétenus

Cf. note 14.2.3.

### 12.6. Dividendes

L'Assemblée Générale Mixte de Sopra Group réunie le 30 mai 2006 a décidé de distribuer un dividende de 12 588 504,50 €, soit 1,10 € par action. Ce dividende a été mis en paiement le 9 juin 2006. Le dividende versé au titre de l'exercice précédent s'élevait à 8 585 560 €, soit 0,80 € par action.

## Note 13 | Emprunts et dettes financières

### 13.1. Tableau d'analyse

(en milliers d'euros)	Courant	Non courant	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 680	124 454	126 134	61 270	160 216
Emprunts liés au retraitement des contrats de crédit-bail mobilier	3 392	5 105	8 497	7 327	7 900
Participation des salariés	2 732	11 212	13 944	12 855	11 966
Dettes financières diverses	-	10	10	-	-
Concours bancaires courants	13 444	-	13 444	1 414	1 901
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>21 248</b>	<b>140 781</b>	<b>162 029</b>	<b>82 866</b>	<b>181 983</b>
Valeurs mobilières de placement	- 3	-	- 3	- 9	- 12 465
Disponibilités	- 26 901	-	- 26 901	- 16 321	- 40 789
<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>- 5 656</b>	<b>140 781</b>	<b>135 125</b>	<b>66 536</b>	<b>128 729</b>

#### ■ Emprunts auprès des établissements de crédit

Le Groupe a mis en place fin octobre 2005 avec ses 6 banques partenaires un crédit revolving multidevises réductible de 200 M€ d'une durée de 7 ans, amortissable semestriellement.

La mise en place de ce crédit était destinée à reprendre la dette existante, à assurer le financement des acquisitions, celui de la croissance interne, à allonger la maturité de la dette et à optimiser les conditions de rémunération.

#### ■ Emprunts liés au retraitement du crédit-bail

Cf. notes 1.5.5 et 6.

#### ■ Participation des salariés

La réserve de participation des salariés de Sopra Group et d'Axway Software, antérieurement intégralement gérée sous forme de comptes courants bloqués sur 5 ans et rémunérés à un taux fixe,

peut depuis 2002, être également affectée en Fonds Communs de Placement Multi-entreprise. La réserve de participation des salariés d'Orga Consultants est intégralement affectée en Fonds Communs de Placement.

En application des normes IAS 32 et 39, la dette de participation fait l'objet d'un retraitement destiné à prendre en compte le différentiel existant entre le taux d'intérêt contractuel servi et le taux réglementaire applicable.

Au titre d'une année donnée, ce différentiel est porté en dettes avec comme contrepartie l'enregistrement d'une charge supplémentaire en charges de personnel. Ce différentiel est repris en diminution des charges financières au titre des cinq années suivantes.

Au 30 juin 2006, le traitement de ce différentiel de taux a conduit à constater une charge de personnel supplémentaire de 198 k€ et une diminution des charges financières de 174 k€.

## 13.2. Tableau de variation de l'endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
<b>Endettement net en début d'exercice (A)</b>	<b>128 729</b>	<b>58 933</b>	<b>58 933</b>
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>25 489</b>	<b>16 397</b>	<b>45 731</b>
Coût de l'endettement financier net	3 190	1 506	3 898
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	7 464	7 056	16 947
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>36 143</b>	<b>24 959</b>	<b>66 576</b>
Impôt versé	3 569	- 5 340	- 14 206
Variation du besoin en fonds de roulement	1 493	- 4 521	- 1 244
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>41 205</b>	<b>15 098</b>	<b>51 126</b>
Variation liée aux opérations d'investissement	- 4 801	- 3 926	- 8 572
Intérêts financiers nets versés	- 3 104	- 1 506	- 3 898
<b>Flux net de trésorerie disponible</b>	<b>33 300</b>	<b>9 666</b>	<b>38 656</b>
Incidence des variations de périmètre	- 24 653	- 7 823	- 103 212
Dividendes	- 12 586	- 8 585	- 8 585
Augmentations de capital en numéraire	267	239	4 098
Participation des salariés	- 1 977	- 198	689
Application normes IAS 32/39	-	- 1 004	- 1 004
Autres variations	- 352	21	- 668
<b>Variation nette totale de l'exercice (B)</b>	<b>- 6 001</b>	<b>- 7 684</b>	<b>- 70 026</b>
Incidence des variations de taux de change	- 395	81	230
<b>Endettement net en fin d'exercice (A-B)</b>	<b>135 125</b>	<b>66 536</b>	<b>128 729</b>

### ■ Impôt versé : + 3 569 k€

Sopra Group a bénéficié d'un dispositif de report des déficits fiscaux de Valoris dans le cadre de l'opération de fusion réalisée fin 2005 (cf. note 24). Un remboursement d'impôt sur les sociétés de 8 788 k€, correspondant à la différence entre le montant du crédit d'impôt transféré (11 099 k€) et le solde dû au titre de la liquidation de l'impôt au titre de 2005 (2 311 k€), est intervenu début mai 2005. Par ailleurs, du fait de cette opération, Sopra Group ne verse pas d'acompte d'impôt sur les sociétés au titre de 2006, la totalité de l'impôt devant être payée en 2007. Cette opération n'a pas d'impact sur le compte de résultat, les reports déficitaires de Valoris ayant été activés lors de l'acquisition.

Les impôts payés par les autres sociétés du Groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006 s'élèvent à 5 219 k€.

Le montant net perçu au cours de la période est donc égal à 8 788 k€ moins 5 219 k€, soit 3 569 k€.

L'endettement net au 30 juin 2006 bénéficie donc de cette absence de versement d'acomptes pour un montant de 5 456 k€.

### ■ Incidence des variations de périmètre : (-) 24 653 k€

Cela correspond à l'acquisition de Cyclone Commerce début janvier 2006.

### ■ Participation des salariés : (-) 1 977 k€

Ce montant correspond principalement à la différence entre la participation 2005 portée en réserve en 2006 et la participation 2000 débloquée en 2006.

## Note 14 | Facteurs de risques financiers

### 14.1. Risque de liquidité

Suivant la définition donnée par l'Autorité des Marchés Financiers, le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif, et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le Groupe estime ne pas être exposé à ce risque compte tenu de sa structure financière générale, du niveau et de la structure de son actif circulant et de son endettement (cf. note 14.1.2), et de sa capacité à mobiliser, le cas échéant, de nouveaux financements.

### 14.1.1. Analyse de l'endettement net consolidé - Ventilation par devises et par taux

(en milliers d'euros)	Montant global des lignes	Utilisation 30/06/2006	Euro	Livre anglaise	Franc suisse	Couronne suédoise	Dollar américain	Autres devises	Taux	Couvertures Taux/Change
Emprunts auprès des établissements de crédit	187 000	126 134	126 134	-	-	-	-	-	Variable	Taux
Emprunts liés au retraitement des contrats de crédit-bail mobilier		8 497	8 497	-	-	-	-	-	Fixe	Néant
Participation des salariés		13 944	13 944	-	-	-	-	-	Fixe	Néant
Dettes financières diverses		10	10	-	-	-	-	-	Fixe	Néant
Concours bancaires courants		13 444	13 444	-	-	-	-	-	Variable	Néant
<b>Total emprunts et dettes financières</b>		<b>162 029</b>	<b>162 029</b>	-	-	-	-	-		
Valeurs mobilières de placement		- 3	- 3	-	-	-	-	-	Variable	Néant
Disponibilités		- 26 901	- 14 921	- 2 903	- 399	- 1 302	- 4 733	- 2 643	Variable	Néant
<b>Endettement net consolidé</b>		<b>135 125</b>	<b>147 105</b>	<b>- 2 903</b>	<b>- 399</b>	<b>- 1 302</b>	<b>- 4 733</b>	<b>- 2 643</b>		

### 14.1.2. Endettement net consolidé - Ventilation par échéance

(en milliers d'euros)	Moins de 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 680	454	23 000	29 000	29 000	43 000	126 134
Emprunts liés au retraitement des contrats de crédit-bail mobilier	3 392	2 851	1 733	521	-	-	8 497
Participation des salariés	2 732	2 599	2 270	2 650	3 693	-	13 944
Dettes financières diverses	-	-	-	-	-	10	10
Concours bancaires courants	13 444	-	-	-	-	-	13 444
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>21 248</b>	<b>5 904</b>	<b>27 003</b>	<b>32 171</b>	<b>32 693</b>	<b>43 010</b>	<b>162 029</b>
Valeurs mobilières de placement	- 3	-	-	-	-	-	- 3
Disponibilités	- 26 901	-	-	-	-	-	- 26 901
<b>Endettement net</b>	<b>- 5 656</b>	<b>5 904</b>	<b>27 003</b>	<b>32 171</b>	<b>32 693</b>	<b>43 010</b>	<b>135 125</b>

## 14.2. Risque de marché

### 14.2.1. Risque de taux

Le risque de taux est géré par la Direction Financière du Groupe en liaison avec les principaux établissements bancaires partenaires du Groupe.

La ventilation des actifs et dettes financières en fonction de la nature des taux, fixe ou variable, figure dans le tableau présenté au paragraphe 14.1.1.

L'endettement net au 30 juin 2006, soit 135,1 M€, est composé à hauteur de 83,4 % (112,7 M€) de dettes à taux variable (en règle générale basé sur l'Euribor) et, à hauteur de 16,6 % (22,4 M€), de dettes à taux fixe. L'incidence d'une variation de taux de +/- 1 point appliqué à la totalité de l'endettement net à taux variable et sur une année entière serait de +/- 1,1 M€, en l'absence de couverture de taux.

À l'occasion de la mise en place du crédit syndiqué de 200 M€ en octobre 2005, le Groupe a mis en place une garantie contre la hausse des taux portant sur les deux tiers du crédit, d'une durée de 7 ans.

Elle se compose de deux instruments :

- un premier swap qui échange le taux variable E6M du crédit contre un taux fixe de 3,16 % ;
- un second swap qui échange le taux fixe de 3,16 % contre :
  - 3 % si E12M post < 1,99 %,
  - E12M post si 1,99 % ≤ E12Mpost < 3,68,
  - 3,68 % si 3,68 % ≤ E12M post.

La valorisation de cette garantie est de + 1,2 M€ au 30 juin 2006 :

- swap 1 : + 2,4 ;
- swap 2 : - 1,4 ;
- intérêts courus : + 0,2 ;
- net : + 1,2.

Cette garantie n'étant pas qualifiée de couverture parfaite au sens d'IAS 39 est donc considérée comme opération de transaction dont les effets sont enregistrés par le compte de résultat.

Le profit ainsi dégagé a donné lieu à constatation d'une provision de même montant, compte tenu de la perte de valeur envisagée dans le futur.

### 14.2.2. Risque de change

L'exposition au risque de change est assez peu importante compte tenu de l'implantation géographique du Groupe (très majoritairement situé dans la zone Euro) et des volumes concernés. Il existe principalement en Europe (filiales implantées au Royaume-Uni, en Suisse, en Suède) et, dans une moindre mesure, dans la zone

Asie-Pacifique (filiales de distribution Axway) et aux États-Unis, depuis l'acquisition de Cyclone début 2006.

Taux de conversion utilisés :

1 €/Devise	← Taux moyens de la période →			← Taux de fin de période →		
	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Franc suisse	1,5666	1,5433	1,5478	1,5672	1,5499	1,5551
Livre sterling	0,6888	0,6830	0,6830	0,6921	0,6742	0,6853
Couronne suédoise	9,3237	9,1789	9,2971	9,2385	9,4259	9,3885
Leu roumain	3,5336	-	3,5956	3,5703	-	3,6802
Dollar américain	1,2369	1,2773	1,2360	1,2713	1,2092	1,1797
Dollar canadien	1,3970	-	1,4171	1,4132	-	1,3725
Dollar australien	1,6631	1,6513	1,6261	1,7117	1,5885	1,6109
Dollar de Hong Kong	9,5971	9,9518	9,6099	9,8745	9,3990	9,1474
Dollar de Singapour	1,9802	2,1066	2,0596	2,0137	2,0377	1,9628
Yuan (Ren-Min-Bi) (Chine)	9,9258	10,5655	10,1060	10,1648	10,0079	9,5204
Roupie (Inde)	55,8549	-	53,5240	58,8092	-	53,2995
Ringitt (Malaisie)	4,5504	4,9092	4,7039	4,6714	4,5960	4,4584

### 14.2.3. Risque sur actions

Au 30 juin 2006, Sopra Group détenait 1 486 de ses propres actions, acquises dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée Générale, pour un montant total de 95 102 €, soit un prix moyen d'achat de 64,00 €.

Toutes les opérations concernant les propres actions sont imputées directement sur les capitaux propres. L'impact cumulé au 30 juin 2006 est de (-) 93 k€ (cf. *État des variations des capitaux propres consolidés*).

## Note 15 | Provisions

### 15.1. Tableau de variation

	Au 31/12/2005	Variation de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Autres	Au 30/06/2006
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Provisions pour litiges	2 781	-	513	- 605	- 158	-	2 531
Provisions pour risques – Filiales non consolidées	338	-	-	-	-	-	338
Autres provisions pour risques	129	-	1 200	- 31	-	-	1 298
<b>Sous-total provisions pour risques</b>	<b>3 248</b>	<b>-</b>	<b>1 713</b>	<b>- 636</b>	<b>- 158</b>	<b>-</b>	<b>4 167</b>
Provisions pour indemnités de départ en retraite	10 553	-	856	- 2	-	-	11 407
Provisions pour charges – Filiales Valoris	187	-	-	- 73	-	-	114
Autres provisions pour charges	179	-	202	- 110	- 19	-	252
<b>Sous-total provisions pour charges</b>	<b>10 919</b>	<b>-</b>	<b>1 058</b>	<b>- 185</b>	<b>- 19</b>	<b>-</b>	<b>11 773</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 167</b>	<b>-</b>	<b>2 771</b>	<b>- 821</b>	<b>- 177</b>	<b>-</b>	<b>15 940</b>
<b>Impact (net des charges encourues)</b>							
Résultat opérationnel courant			1 039		- 177	-	
Résultat opérationnel			-		-	-	
Résultat financier			1 732		-	-	
Charges d'impôt			-		-	-	
<b>TOTAL</b>			<b>2 771</b>		<b>- 177</b>	<b>-</b>	

- Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des litiges prud'homaux et des indemnités de départ de collaborateurs ainsi que quelques litiges commerciaux.
- Les provisions sur filiales non consolidées concernent la cessation d'activité de Sopra Group GmbH en Allemagne et des filiales de Valoris.
- Les autres provisions pour risques enregistrent une dotation de 1 200 k€ destinée à faire face à la perte de valeur envisagée d'instruments de couverture de taux.
- Les provisions pour charges – Filiales Valoris – sont relatives essentiellement à la restructuration de la filiale belge (locaux).

## 15.2. Provisions pour indemnités de départ en retraite

	Valeur actualisée de l'obligation	Écarts actuariels non comptabilisés	Engagements nets au bilan	Comptabilisation en compte de résultat	Postes du compte de résultat concernés par cette comptabilisation
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>1<sup>er</sup> janvier 2005</b>	<b>9 263</b>	-	<b>9 263</b>	-	
Coût des services rendus	832	-	832	832	Dotations aux prov. opérationnelles
Coût financier	457	-	457	457	Autres produits et charges financiers
Pertes/gains actuariels nets comptabilisés	1	-	1	1	Autres produits et charges financiers
Prestations servies aux salariés	-	-	-	-	
Variation des écarts actuariels nets non reconnus	1 285	- 1 285	-	-	
<b>31 décembre 2005</b>	<b>11 838</b>	<b>- 1 285</b>	<b>10 553</b>	<b>1 290</b>	
Coût des services rendus	545	-	545	545	Dotations aux prov. opérationnelles
Coût financier	276	-	276	276	Autres produits et charges financiers
Pertes/gains actuariels nets comptabilisés	33	-	33	33	Autres produits et charges financiers
Prestations servies aux salariés	-	-	-	-	
Variation des écarts actuariels nets non reconnus	- 238	238	-	-	
<b>30 juin 2006</b>	<b>12 454</b>	<b>- 1 047</b>	<b>11 407</b>	<b>854</b>	

Les provisions pour indemnités de départ en retraite sont comptabilisées suivant les modalités exposées à la note 1.5.13. Il s'agit d'un régime à prestations définies entièrement non financé qui concerne les sociétés françaises du Groupe.

## Note 16 | Autres passifs non courants

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Dettes sur immobilisations – part à + 1 an	26 193	-	21 078
Participation des salariés de l'exercice	1 778	1 330	4 712
Avances conditionnées	273	381	381
<b>TOTAL</b>	<b>28 244</b>	<b>1 711</b>	<b>26 171</b>

Les dettes sur immobilisations comprennent les montants que le Groupe estime devoir acquitter au titre des clauses de compléments de prix prévues par les accords d'acquisition de Newell & Budge, PROFit et Cyclone Commerce. Les montants estimés pour Newell & Budge et PROFit font l'objet d'une actualisation au taux de 4 %.

La participation des salariés correspond aux sommes comptabilisées en charges de personnel au titre de la période par les sociétés Sopra Group et Axway. Ces fonds sont portés en augmentation des emprunts et dettes financières l'exercice suivant.

Les avances conditionnées correspondent à des subventions reçues de l'ANVAR par la société Acanthis acquise par Sopra Group en janvier 2005 et fusionnée courant 2005.

## Note 17 | Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Fournisseurs	34 103	33 628	36 592
Fournisseurs – avances et acomptes, avoirs à recevoir	- 335	- 130	- 232
<b>TOTAL</b>	<b>33 768</b>	<b>33 498</b>	<b>36 360</b>

## Note 18 | Autres dettes courantes

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Dettes sur immobilisations – part à - 1 an	1 261	2 311	2 364
Dettes sociales	109 880	95 055	107 890
Dettes fiscales	62 353	55 188	59 920
Impôt sur les sociétés	5 928	452	1 331
Produits constatés d'avance	67 503	47 490	37 171
Instruments financiers dérivés	1 408	-	-
Dettes diverses	775	636	513
<b>TOTAL</b>	<b>249 108</b>	<b>201 132</b>	<b>209 189</b>

Les dettes sociales comprennent uniquement les sommes dues aux organismes sociaux et aux salariés au titre du mois de juin et du deuxième trimestre, et la participation des salariés d'Orga Consultants virée à un organisme gestionnaire l'exercice suivant.

Les dettes fiscales correspondent pour l'essentiel à la taxe sur la valeur ajoutée collectée auprès des clients : montant exigible dû au titre du mois de juin et montant inclus dans les créances clients.

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement aux prestations facturées non encore exécutées, selon leur avancement (cf. note 1.5.14).

Les Instruments financiers dérivés correspondent à un instrument de couverture de taux (cf. note 10).

## Note 19 | Chiffre d'affaires

### 19.1. Activité par métiers

(en millions d'euros)	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
Conseil	21,4	4,9 %	22,5	6,2 %	41,3	5,5 %
ISS France	266,9	60,2 %	255,3	70,8 %	504,7	66,6 %
ISS Europe	101,5	22,9 %	43,8	12,2 %	125,5	16,6 %
Axway	53,2	12,0 %	38,9	10,8 %	85,5	11,3 %
<b>TOTAL</b>	<b>443,0</b>	<b>100,0 %</b>	<b>360,5</b>	<b>100,0 %</b>	<b>757,0</b>	<b>100,0 %</b>

ISS : Intégration de Systèmes et de Solutions.

### 19.2. Activité par marchés

	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Banque	21,3 %	23,7 %	23,2 %
Industrie	17,2 %	18,6 %	18,6 %
Services (dont Immobilier)	20,1 %	20,4 %	20,2 %
Télécoms	12,9 %	12,6 %	12,8 %
Secteur Public	14,9 %	10,7 %	10,8 %
Assurances	7,4 %	9,1 %	8,7 %
Distribution	6,2 %	4,9 %	5,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

### 19.3. Activité internationale

(en millions d'euros)	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
Intégration de Systèmes – Filiales européennes	101,5		43,8		125,5	
Intégration de Systèmes – Hors filiales européennes	12,1		8,2		23,2	
Axway	26,8		15,8		35,5	
<b>Chiffre d'affaires International</b>	<b>140,4</b>	<b>31,7 %</b>	<b>67,8</b>	<b>18,8 %</b>	<b>184,2</b>	<b>24,3 %</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>	<b>443,0</b>	<b>100,0 %</b>	<b>360,5</b>	<b>100,0 %</b>	<b>757,0</b>	<b>100,0 %</b>

## Note 20 | Charges de personnel

### 20.1. Tableau d'analyse

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Salaires et traitements	212 815	174 998	352 895
Charges sociales	80 359	72 754	143 655
Participation des salariés	2 257	1 455	5 418
<b>TOTAL</b>	<b>295 431</b>	<b>249 207</b>	<b>501 968</b>

### 20.2. Effectif

	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Effectif au :			
France	6 750	6 595	6 550
International	2 860	1 240	2 550
<b>TOTAL</b>	<b>9 610</b>	<b>7 835</b>	<b>9 100</b>

### 20.3. Participation des salariés

En application des normes IAS 32 et 39, la dette de participation fait l'objet d'un retraitement décrit à la note 13.1.

La participation des salariés aux résultats concerne Sopra Group pour un montant de 1 469 k€, Axway pour 309 k€ et Orga Consultants pour 479 k€.

### 20.4. Options de souscription d'actions

Le coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues a été comptabilisé en charges de personnel pour un montant de 317 k€ au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2006 (cf. note 1.5.9 et *État des variations des capitaux propres consolidés*).

Les informations relatives aux plans d'options de souscription d'actions encore actifs sont présentées à la note 12.2.

## Note 21 | Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	- 642	- 563	- 1 151
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	- 2 612	- 2 021	- 4 722
Dotations aux amortissements sur immobilisations en crédit-bail	- 1 890	- 1 751	- 3 598
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>- 5 144</b>	<b>- 4 335</b>	<b>- 9 471</b>
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	- 208	- 445	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	- 862	- 647	- 2 570
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>- 1 070</b>	<b>- 1 092</b>	<b>- 2 570</b>
<b>TOTAL</b>	<b>- 6 214</b>	<b>- 5 427</b>	<b>- 12 041</b>

## Note 22 | Autres produits et charges opérationnels

Aucun *Autre produit ou charge opérationnel* répondant à la définition donnée par le Conseil National de la Comptabilité dans sa recommandation n° 2004-R.02 du 27 octobre 2004 n'a été comptabilisé au titre des périodes présentées.

## Note 23 | Charges et produits financiers

### 23.1. Coût de l'endettement financier net

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	188	159	400
Intérêts et charges financiers	- 2 913	- 1 540	- 3 977
Charges liées au retraitement du crédit-bail	- 129	- 125	- 254
Incidence de la méthode du coût amorti (crédit syndiqué)	- 336	-	- 67
<b>TOTAL</b>	<b>- 3 190</b>	<b>- 1 506</b>	<b>- 3 898</b>

L'évolution de la charge financière est essentiellement due à l'accroissement de la dette entraînée par les acquisitions effectuées au 2<sup>e</sup> semestre 2005 (Newell & Budge et PROFit) et début 2006 (Cyclone) et à l'augmentation des taux d'intérêt.

## 23.2. Autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Dotations et reprises aux amortissements et provisions financières	- 1 432	- 569	236
Actualisation des engagements de retraite	- 309	- 202	- 458
Actualisation de la participation des salariés	174	140	345
Actualisation des compléments de prix sur sociétés acquises	- 416	-	- 247
Instruments financiers dérivés	1 217	-	-
Gains et pertes de change	- 836	628	88
Autres produits et charges financiers	- 362	62	28
<b>TOTAL</b>	<b>- 1 964</b>	<b>59</b>	<b>- 8</b>

La ligne *Instruments financiers dérivés* enregistre le montant net (1 217 k€) de la valorisation au 30 juin 2006 de deux instruments de couverture de taux liés au crédit syndiqué mis en place en octobre 2005.

Les *Dotations aux provisions* comprennent une provision de 1 200 k€ destinée à faire face à la perte de valeur envisagée de ces instruments de couverture de taux.

*Actualisation des engagements de retraite* : cf. note 15.2.

*Actualisation de la participation des salariés* : cf. note 13.1.

*Actualisation des compléments de prix sur sociétés acquises* : cf. note 16.

## Note 24 | Impôts sur les sociétés

### 24.1. Charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Impôts courants	5 914	5 923	6 553
Impôts différés	1 550	1 133	10 394
<b>TOTAL</b>	<b>7 464</b>	<b>7 056</b>	<b>16 947</b>

La société Valoris France a fait l'objet à la fin de l'année 2005 d'une opération de dissolution avec transmission universelle de patrimoine dans Sopra Group. Les reports déficitaires fiscaux dont disposait Valoris au 31 décembre 2004 pour un montant de 33,6 M€ ont bénéficié d'un agrément ministériel de report sur Sopra Group. L'imputation de la presque totalité de ces déficits sur le résultat

fiscal de l'ensemble Sopra Group/Valoris a généré une économie d'impôt de 11,7 M€. Cette opération est à l'origine de la répartition de la charge d'impôt 2005 entre impôts courants et impôts différés. Le solde des reports déficitaires disponibles au 31 décembre 2005, soit 1 864 k€, a été imputé sur les résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2006.

## 24.2. Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005
Résultat net (part du Groupe)	17 211	35 259
Charge d'impôt	- 7 464	- 16 947
Résultat avant impôt	24 675	52 206
<b>Taux d'imposition théorique</b>	<b>34,43 %</b>	<b>34,93 %</b>
Charge d'impôt théorique	- 8 496	- 18 236
<b>Rapprochement</b>		
Différences permanentes	- 136	- 241
Effet des pertes de l'exercice non activées	- 52	- 158
Effet de l'utilisation des reports déficitaires	1 247	1 092
Effet des crédits d'impôts	189	304
Différentiel de taux – France/Étranger	189	302
Ajustements d'impôts sur exercice antérieur	- 186	-
Autres	- 219	- 10
Charge réelle d'impôt	- 7 464	- 16 947
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>- 30,25 %</b>	<b>- 32,46 %</b>

La baisse du taux d'imposition effectif est principalement liée à l'utilisation plus importante de reports déficitaires et, dans une moindre mesure, de la baisse du taux de l'impôt en France.

## 24.3. Impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2006	31/12/2005
<b>Différences temporaires issues des déclarations fiscales</b>		
Participation des salariés	2 047	4 893
Provisions indemnités de départ en retraite	11 407	10 553
Organic et aide construction	556	1 017
Autres	488	207
<b>Différences liées aux retraitements en consolidation</b>		
Crédit-bail immobilier	- 599	- 677
Crédit-bail mobilier	240	224
Différentiel durée d'amortissement des progiciels apportés lors de fusions	3 022	3 455
Actualisation participation des salariés	1 108	1 184
Provisions réglementées	- 998	- 926
Reports déficitaires activés (cf. note 24.1)	-	1 864
<b>Base impôts différés</b>	<b>17 271</b>	<b>21 794</b>
<b>Impôt différé actif</b>	<b>6 297</b>	<b>7 837</b>
<b>Impôt différé passif</b>	<b>- 280</b>	<b>- 265</b>
<b>Impôt différé net</b>	<b>6 017</b>	<b>7 572</b>
<b>Variations de périmètre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impact capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>346</b>
<b>Écarts de conversion</b>	<b>- 5</b>	<b>9</b>
<b>Impact compte de résultat</b>	<b>- 1 550</b>	<b>- 10 394</b>

## 24.4. Reports fiscaux

Déficits ordinaires (en milliers d'euros)		30/06/2006	31/12/2005
Année d'expiration	N+1	4 067	2 842
	N+2	1 943	4 316
	N+3	2 547	1 721
	N+4	1 895	2 570
	N+5	2 032	2 157
	Années ultérieures	33 843	43 194
<b>TOTAL</b>		<b>46 327</b>	<b>56 800</b>
Économie potentielle maximale d'impôt		14 263	17 515
Dont actif constaté		-	651

## Note 25 | Résultats par action

(en euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Résultat net – part du Groupe	17 210 835	11 091 115	35 259 027
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	11 460 806	10 737 902	10 861 908
<b>Résultat de base par action</b>	<b>1,50</b>	<b>1,03</b>	<b>3,25</b>

(en euros)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Résultat net – part du Groupe	17 210 835	11 091 115	35 259 027
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	11 460 806	10 737 902	10 861 908
Nombre moyen pondéré de titres retenus au titre des éléments dilutifs	274 470	321 392	218 002
Nombre moyen pondéré d'actions pour le calcul du résultat net dilué par action	11 735 276	11 088 728	11 079 910
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>1,47</b>	<b>1,00</b>	<b>3,18</b>

Les modalités de calcul des résultats par action sont décrits à la note 1.5.18.

Les seuls éléments dilutifs sont les options de souscription d'actions dont le détail est présenté à la note 12.2.

## Note 26 | Informations sectorielles

### 26.1. Résultats sectoriels

#### a. Intégration de Systèmes et de Solutions - France

(en millions d'euros)	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
Chiffre d'affaires	266,9	100,0 %	255,3	100,0 %	504,7	100,0 %
Résultat opérationnel courant	20,3	7,6 %	17,0	6,7 %	37,5	7,4 %
Résultat opérationnel	20,3	7,6 %	17,0	6,7 %	37,5	7,4 %

#### b. Conseil

(en millions d'euros)	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
Chiffre d'affaires	21,4	100,0 %	22,5	100,0 %	41,3	100,0 %
Résultat opérationnel courant	2,5	11,7 %	2,7	12,3 %	5,0	12,1 %
Résultat opérationnel	2,5	11,7 %	2,7	12,3 %	5,0	12,1 %

**c. Intégration de Systèmes et de Solutions - Europe**

(en millions d'euros)	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
Chiffre d'affaires	101,5	100,0 %	43,8	100,0 %	125,5	100,0 %
Résultat opérationnel courant	5,8	5,7 %	- 0,3	- 0,7 %	4,8	3,8 %
Résultat opérationnel	5,8	5,7 %	- 0,3	- 0,7 %	4,8	3,8 %

**d. Axway**

(en millions d'euros)	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
Chiffre d'affaires	53,2	100,0 %	38,9	100,0 %	85,5	100,0 %
Résultat opérationnel courant	1,2	2,3 %	0,2	0,5 %	8,8	10,3 %
Résultat opérationnel	1,2	2,3 %	0,2	0,5 %	8,8	10,3 %

**e. Groupe**

(en millions d'euros)	30/06/2006		30/06/2005		31/12/2005	
Chiffre d'affaires	443,0	100,0 %	360,5	100,0 %	757,0	100,0 %
Résultat opérationnel courant	29,8	6,7 %	19,6	5,4 %	56,1	7,4 %
Résultat opérationnel	29,8	6,7 %	19,6	5,4 %	56,1	7,4 %

**26.2. Ventilation sectorielle des principaux postes de bilan**

(en milliers d'euros)	Conseil	ISS France	ISS Europe	Axway	Total
Écarts d'acquisition	3 876	46 184	161 250	61 482	272 792
Immobilisations corporelles	197	23 868	4 614	859	29 538
Clients et comptes rattachés	12 885	201 240	65 070	34 362	313 557

ISS : Intégration de Systèmes et de Solutions.

**Note 27 | Transactions avec les parties liées****27.1. Principaux dirigeants****27.1.1. Jetons de présence du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration**

L'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2006 a fixé le montant des jetons de présence à répartir entre les membres du Conseil de surveillance et les Administrateurs de la manière suivante :

- Conseil de surveillance :  
(pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 mai 2006) : 30 000 € ;
- Conseil d'administration :  
(pour la période du 30 mai au 31 décembre 2006) : 60 000 €.

**27.1.2. Options de souscription d'actions**

Aucun membre du Conseil d'administration ou de la Direction générale ne détenait au 30 juin 2006 d'options de souscription d'actions.

**27.1.3. Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées**

Il n'existe aucun engagement pris en faveur des dirigeants en matière de pensions et d'indemnités assimilées.

**27.2. Filiales et participations**

Les transactions et soldes entre Sopra Group et ses filiales sont totalement éliminés en consolidation, toutes ces filiales étant consolidées par intégration globale.

Les participations non consolidées sont toutes regroupées dans le poste *Titres disponibles à la vente*. Elles correspondent toutes, à l'exception de Cosmosbay – Vectis, à des sociétés en cours de liquidation, pour lesquelles aucune transaction significative n'a été réalisée depuis 2005.

## Note 28 | Engagements hors bilan et passifs éventuels

### 28.1. Nantissements, garanties et sûretés

#### 28.1.1. Nantissements d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur

Nom de l'actionnaire inscrit au nominatif pur	Bénéficiaire	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Condition de levée du nantissement	Nombre d'actions nanties de l'émetteur	% de capital nanti de l'émetteur
Sopra GMT	Lyonnaise de Banque	Mars 2001	Octobre 2006	Remboursement crédit 9,2 M €	250 000	2,18 %
Sopra GMT	Natexis	Mars 2004	Janvier 2008	Remboursement crédit 8,0 M €	300 000	2,62 %
<b>TOTAL</b>					<b>550 000</b>	<b>4,80 %</b>

#### 28.1.2. Nantissements d'actifs de l'émetteur (immobilisations incorporelles, corporelles et financières)

Aucun nantissement de cette nature n'a été consenti.

### 28.2 Sûretés réelles données en garantie

Aucune sûreté réelle n'a été consentie en garantie des financements accordés par les établissements de crédit.

### 28.3 Covenants

Dans le cadre du crédit syndiqué de 200 M€ mis en place en octobre 2005, Sopra Group s'engage au titre des covenants à ce que :

- le montant de l'Endettement Financier Net divisé par l'Excédent Brut d'Exploitation reste inférieur à 3,5 jusqu'au 31 décembre 2005 et, à compter de cette date et pendant toute la durée du crédit, inférieur à 3. Ce ratio au 31 décembre 2005 était égal à 2,08. Il s'établit à 1,88 au 30 juin 2006 ;

- le montant de l'Endettement Financier Net divisé par les Capitaux Propres reste inférieur à 1 pendant toute la durée du crédit. Ce ratio au 31 décembre 2005 était égal à 0,74. Il s'établit à 0,77 au 30 juin 2006 ;

- le montant du Résultat Opérationnel divisé par le Coût de l'Endettement Financier Net reste supérieur à 5 pendant toute la durée du crédit. Ce ratio au 31 décembre 2005 était égal à 14,4. Il s'établit à 11,9 au 30 juin 2006.

L'endettement financier net retenu dans ces calculs intègre les compléments de prix afférents aux acquisitions enregistrés en dettes sur immobilisations (cf. note 16) et ne prend pas en compte la participation des salariés.

### 28.4. Passifs éventuels

Aucun passif éventuel n'est à prendre en compte.

## Note 29 | Obligations contractuelles

Obligations contractuelles <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Paiements dus par période			30/06/2006	31/12/2005
		À moins d'un an	De un à cinq ans	À plus de cinq ans		
Dettes à long terme	13.1	1 680	81 454	43 000	126 134	160 216
Obligations en matière de location-financement	13.1	3 392	5 105	-	8 497	7 900
Contrats de location simple		-	-	-	-	-
Obligations d'achat irrévocables		-	-	-	-	-
Participation des salariés	13.1	2 732	11 212	-	13 944	11 966
Dettes financières diverses		-	-	10	10	-
Concours bancaires courants	13.1	13 444	-	-	13 444	1 901
<b>TOTAL</b>		<b>21 248</b>	<b>97 771</b>	<b>43 010</b>	<b>162 029</b>	<b>181 983</b>

## Note 30 | Faits exceptionnels et litiges

À la connaissance de la société, il n'existe pas de litige ou de fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le patrimoine ou les résultats de la société ou du Groupe.

## Note 31 | Événements postérieurs à la clôture de la période

Il n'existe pas d'événement significatif postérieur à la clôture de la période.

### 3. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes semestriels consolidés

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Sopra Group, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 6 septembre 2006

Les Commissaires aux comptes

**Auditeurs & Conseils Associés**  
Philippe Ronin

**Mazars & Guérard**  
Pierre Sardet

Direction Générale  
9 bis, rue de Presbourg  
75116 Paris - France  
Tél. : +33 (0)1 40 67 29 29  
Fax : +33 (0)1 40 67 29 30  
accueil@sopragroup.com  
www.sopragroup.com

**Sopra**  
group

☒ Labrador 01 53 06 30 80